

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 mars 1997 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 35, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié par les lois des 30 décembre 1988 et 29 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots "bénéficient à partir du 1^{er} janvier 1991, pour chacun de ces travailleurs manuels, d'une réduction des cotisations, relatives à l'ensemble des régimes susmentionnés, de 4 250 F par trimestre," sont remplacés par les mots "bénéficient à partir du 1^{er} juillet 1997, pour chacun de ces travailleurs manuels, d'une réduction des cotisations relatives à l'ensemble des régimes susmentionnés, de 5 000 FB par trimestre. Lorsqu'il s'agit d'un employeur qui occupe moins de dix travailleurs, la réduction est portée à 8 500 FB par trimestre pour cinq travailleurs manuels.;"

2^o entre les alinéas 1^{er} et 2, l'alinéa suivant est inséré :

« Les employeurs visés à l'alinéa 1^{er}, qui bénéficient de la réduction forfaitaire de 5 000 FB, bénéficient en outre, par trimestre, en plus de cette réduction, pour les mêmes travailleurs manuels, d'une réduction variable des cotisations visées à l'alinéa 1^{er}, de 5 000 FB, multipliée par le pourcentage des travailleurs manuels par rapport à l'ensemble des travailleurs salariés occupés par l'employeur. Ce pourcentage n'est cependant pris en considération qu'à raison de 66 pc. maximum. »

3^o l'alinéa 3 est supprimé.

Art. 2. L'arrêté royal du 12 février 1993 portant exécution de l'article 35, § 1^{er}, dernier alinéa, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997 et est applicable pour la première fois aux cotisations afférentes au troisième trimestre de 1997.

Art. 4. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 27 maart 1997 in toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 35, § 1, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, gewijzigd bij de wetten van 30 december 1988 en 29 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden de woorden "genieten vanaf 1 januari 1991 een vermindering van de bijdragen, betreffende het geheel van bovenvermelde regelingen voor elk van die handarbeiders, ten belope van 4 250 BEF per kwartaal," vervangen door de woorden "genieten vanaf 1 juli 1997 een vermindering van de bijdragen betreffende het geheel van bovenvermelde regelingen voor elk van die handarbeiders, ten belope van 5 000 BEF per kwartaal. Wanneer het een werkgever betreft die minder dan tien werknemers tewerkstelt bedraagt de vermindering 8 500 BEF per kwartaal voor vijf handarbeiders.;"

2^o tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Bovendien genieten de in het eerste lid bedoelde werkgevers, die de forfaitaire vermindering genieten van 5 000 BEF, bovenop deze vermindering, voor diezelfde handarbeiders, per kwartaal eveneens een variabele vermindering van de bij het eerste lid bedoelde bijdragen, van 5 000 BEF vermenigvuldigd met het procentueel aandeel van de handarbeiders in het totaal werknemersbestand van de werkgever. Dit aandeel wordt echter maximaal in aanmerking genomen ten belope van 66 pct. »

3^o het derde lid wordt geschrapt

Art. 2. Het koninklijk besluit van 12 februari 1993 tot uitvoering van artikel 35, § 1, laatste lid, van de wet van 29 juni 1981, houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1997 en is voor het eerst van toepassing op de bijdragen voor het derde kwartaal van 1997.

Art. 4. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 862

[C - 97/22292]

Arrêté royal portant certaines dispositions relatives aux prestations familiales en exécution de l'article 21 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à Votre signature vise à adapter le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés aux modifications des conditions sociales et, plus particulièrement, aux différentes formes de ménage.

La manière dont le groupement des enfants doit être opéré pour le calcul du rang de l'enfant a fait l'objet d'une nouvelle approche.

La notion de rang de l'enfant part du postulat que la charge à supporter par la famille augmente en fonction de sa taille.

N. 97 — 862

[C - 97/22292]

Koninklijk besluit houdende sommige bepalingen betreffende de gezinsbijslag ter uitvoering van artikel 21 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het Koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd beoogt de regeling van de kinderbijslag voor werknemers aan te passen aan de gewijzigde maatschappelijke omstandigheden en, meer in het bijzonder, de verschillende gezinsvormen.

De wijze waarop de groepering van de kinderen dient te geschieden voor de berekening van de rang van het kind maakt het voorwerp uit van een nieuwe benadering.

Het begrip rang van het kind gaat uit van het beginsel dat de te dragen last door het gezin vergroot volgens de omvang.

Le principe est que le groupement doit se faire autour de l'allocataire, c'est-à-dire la personne qui élève l'enfant et à qui les allocations familiales sont payées, ou autour des allocataires dans le même ménage.

EXAMEN DES ARTICLES

Article 1^{er}. Cet article concerne le groupement des enfants pour le calcul du montant des prestations familiales. On a pu constater que les organismes d'allocations familiales n'appliquaient pas les anciennes dispositions de manière uniforme. De plus, dans certaines hypothèses, le groupement des enfants se faisait autour de l'attributaire, dans d'autres cas autour de l'allocataire. Une circulaire ministérielle corrigeait certains effets néfastes des dispositions en vigueur.

Les allocations familiales sont accordées compte tenu du nombre d'enfants bénéficiaires, lorsqu'elles sont payées à un ou, dans certaines conditions, à plusieurs allocataires dans le même ménage. En exigeant pour le groupement que des allocataires mis en ménage soient de sexe différent, la disposition commentée n'a pas pour objet d'instituer une nouvelle discrimination fondée sur le sexe, mais bien d'établir une cohérence avec d'autres dispositions des lois coordonnées.

Le fait que l'attributaire se trouve dans ou hors ménage, qu'il y ait un ou plusieurs attributaires qui ouvrent droit aux prestations familiales est désormais sans incidence.

Tous les enfants bénéficiaires de prestations familiales, élevés dans le même ménage par un ou plusieurs allocataires, sont pris en compte pour le calcul du rang, que le droit aux prestations soit établi sur base du régime salarié, du régime indépendant, du régime applicable au personnel rétribué par l'État ou des prestations familiales garanties.

Comme précédemment, l'orphelin bénéficiaire d'allocations familiales majorées est exclu du groupement.

L'enfant placé reste groupé avec les autres enfants élevés par l'allocataire qui conformément à l'article 70 L.C. perçoit le tiers des allocations familiales.

Art. 2. Il s'agit d'une adaptation du texte rendue nécessaire par les modifications apportées au système de la répartition proportionnelle des allocations familiales lorsque le tiers des allocations dues en faveur de l'enfant placé en institution, doit être versé sur un compte d'épargne ouvert à son nom.

Art. 3. Il s'agit d'une adaptation du texte, suite aux nouvelles règles concernant le groupement de l'enfant.

Art. 4. Il s'agit d'une adaptation du texte suite à l'entrée en vigueur de l'article 44bis L.C.

Art. 5. L'article supprime la condition suivant laquelle les enfants bénéficiaires doivent faire partie du ménage de l'attributaire pendant trois mois, avant l'ouverture du droit aux allocations familiales. En effet, en pratique, les allocations familiales sont payées provisionnellement pendant cette période de trois mois.

Par ailleurs, cet article abroge le caractère subsidiaire du droit aux allocations familiales ouvert du chef d'un frère ou d'une sœur de l'enfant bénéficiaire à l'égard d'un attributaire indépendant qui se trouve hors ménage.

Enfin, le droit d'un frère ou d'une sœur de l'enfant bénéficiaire qui fait partie du même ménage, est prioritaire par rapport au droit d'un autre frère ou d'une autre sœur qui fait également partie de ce ménage, en application d'une disposition étrangère ou internationale, ou d'une autre disposition belge.

Art. 6. Il s'agit d'une adaptation du texte suite à l'entrée en vigueur de l'article 44bis L.C.

Art. 7. Il s'agit de régler le concours de droits entre un travailleur salarié et un travailleur indépendant, parents séparés exerçant conjointement l'autorité parentale à l'égard de l'enfant. Dans ce cas, le travailleur salarié ouvre le droit s'il preste au moins un mi-temps.

Art. 8. Lorsque deux parents séparés, salariés, exercent conjointement l'autorité parentale, le père ouvre prioritairement le droit aux allocations familiales.

Art. 9. L'article 69 L.C. concerne la désignation de l'allocataire.

Les allocations familiales sont payées à la personne qui élève effectivement l'enfant. La mère est réputée élever l'enfant. Si elle n'élève pas effectivement l'enfant, les allocations familiales sont payées à la personne qui remplit ce rôle.

La nouvelle disposition règle la question de la désignation de l'allocataire lorsque les parents séparés exercent conjointement l'autorité parentale à l'égard de l'enfant. Les allocations sont dans cette hypothèse versées à la mère, sauf accord des deux parents pour payer celles-ci sur un compte commun.

Het principe impliceert een groepering rond de bijslagtrekkende, m.a.w. de persoon die het kind opvoedt en aan wie kinderbijslag wordt betaald, of rond meerdere bijslagtrekkenden in hetzelfde gezin.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELN

Artikel 1. Dit artikel betreft de groepering van kinderen voor de berekening van het bedrag van gezinsbijslag. Men heeft kunnen vaststellen dat de kinderbijslaginstellingen de vroegere beschikkingen niet op uniforme wijze toepasten. Meer nog, in bepaalde hypothesen gebeurde de groepering van de kinderen rond de rechthebbende, in andere gevallen rond de bijslagtrekkende. Een ministeriële omzendbrief corrigeerde verscheidene nefaste gevolgen van de actuele bepalingen.

De kinderbijslag wordt toegekend rekening houdend met het aantal rechtgevende kinderen wanneer zij betaald wordt aan één bijslagtrekkende of, onder bepaalde voorwaarden, aan meerdere bijslagtrekkenden in hetzelfde gezin. Eisen dat, voor wat de groepering betreft, de bijslagtrekkenden die een huishouden vormen van verschillend geslacht zijn, heeft niet tot doel een nieuwe discriminatie in te voeren gebaseerd op het geslacht, maar beoogt wel een samenhang met de andere bepalingen van de kinderbijslagwetgeving te behouden.

Het feit dat de rechthebbende zich in of buiten het gezin bevindt en dat er één of meer rechthebbenden zijn die recht openen op gezinsbijslag heeft voortaan geen belang meer.

Alle rechtgevende kinderen op gezinsbijslag, opgevoed door één of meerdere bijslagtrekkenden in hetzelfde gezin worden in aanmerking genomen voor de berekening van de rang, om het even of het recht op bijslag wordt vastgesteld op basis van de werknemersregeling, van de regeling voor zelfstandigen, van de regeling toepasselijk op het door de Staat bezoldigd personeel of van de gewaarborgde gezinsbijslag.

Zoals voorheen wordt de rechthebbende wees tegen de verhoogde kinderbijslag uitgesloten van de groepering.

Het geplaatste kind blijft opgenomen in de groepering met de andere kinderen, opgevoed door de bijslagtrekkende, die overeenkomstig artikel 70 G.W. het derde van de kinderbijslag verkrijgt.

Art. 2. Het betreft een aanpassing van de tekst als gevolg van de wijziging aangebracht aan het systeem van de proportionele verdeling van de kinderbijslag indien het derde van de bijslag, verschuldigd aan het in een instelling geplaatst kind, moet worden gestort op een spaarrekening op zijn naam.

Art. 3. Het betreft een aanpassing van de tekst als gevolg van de nieuwe regelen betreffende de groepering van het kind.

Art. 4. Het betreft een aanpassing van de tekst als gevolg van de inwerkingtreding van artikel 44bis, G.W.

Art. 5. Het artikel heft de voorwaarde op waarbij de rechtgevende kinderen deel moeten uitmaken van het gezin van de rechthebbende gedurende drie maanden, vooraleer recht te openen op kinderbijslag. In de praktijk wordt de kinderbijslag inderdaad provisioneel uitbetaald gedurende deze periode van drie maanden.

Bovendien heft dit artikel het subsidiair karakter op van het recht op kinderbijslag, geopend uit hoofde van een broer of zuster van het rechtgevend kind, ten opzichte van een zelfstandig rechthebbende die zich buiten het gezin bevindt.

Tenslotte heeft het recht van een van hetzelfde gezin deel uitmakende broer of zuster van het rechtgevend kind voorrang op het recht van een andere broer of zuster, eveneens deel uitmakend van dit gezin, op grond van een buitenlandse, internationale of andere Belgische bepaling.

Art. 6. Het betreft een aanpassing van de tekst als gevolg van de inwerkingtreding van artikel 44bis, G.W.

Art. 7. Het betreft de regeling van de samenloop van rechten tussen een werknemer en een zelfstandige, afzonderlijk levende ouders die gezamenlijk de ouderlijke macht uitoefenen over het kind. In dit geval, zal de werknemer het recht openen indien deze minstens een halfzijdse tewerkstelling uitoefent.

Art. 8. Wanneer twee gescheiden ouders, werknemers, gezamenlijk de ouderlijke macht uitoefenen, opent de vader bij voorrang het recht op de kinderbijslag.

Art. 9. Artikel 69 G.W. betreft de aanduiding van de bijslagtrekkende.

De kinderbijslag wordt betaald aan de persoon die het kind daadwerkelijk opvoedt. De moeder wordt geacht het kind op te voeden. Indien zij het kind niet daadwerkelijk opvoedt, wordt de kinderbijslag betaald aan de persoon die deze rol vervult.

De nieuwe bepaling regelt de aanduiding van de bijslagtrekkende wanneer twee gescheiden ouders gezamenlijk de ouderlijke macht uitoefenen over het kind. In deze hypothese wordt de kinderbijslag betaald aan de moeder, behalve indien beide ouders akkoord gaan dat de kinderbijslag wordt betaald op een gezamenlijke rekening.

L'enfant qui est marié, qui a 16 ans ou est émancipé et a une résidence principale distincte de celle de ses parents ou de la personne qui l'élève, ainsi que l'enfant qui a lui-même des enfants, peut être reconnu comme allocataire pour lui-même. Toutefois, cet enfant peut désigner, sous certaines conditions, une autre personne comme allocataire. Cette désignation a des conséquences en ce qui concerne le groupement des enfants.

Cette possibilité a été instaurée afin de répondre à la préoccupation de nombreux parents dont les enfants étudiants majeurs prennent une résidence séparée, mais continuent à être à leur charge.

Par contre, les allocations familiales seront payées directement à l'enfant s'il s'est abstenu de désigner un allocataire autre que lui-même. Dans ce cas, il n'y a naturellement pas de groupement.

La résidence principale s'apprécie conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^o de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Art. 10. Le système de la répartition proportionnelle est modifié.

Cette répartition intervient lorsque les allocations familiales sont dues à l'allocataire au sens de l'article 69 L.C. pour plusieurs enfants dont certains sont placés conformément à l'article 70 L.C. et d'autres pas.

Lorsque le tiers des allocations familiales dues en faveur de l'enfant placé en institution doit être versé sur un compte d'épargne ouvert à son nom, les règles anciennes du groupement des enfants autour de l'attributaire puis de la répartition proportionnelle, sont maintenues uniquement pour l'établissement du montant dû à l'enfant placé.

Art. 11. Il s'agit d'une adaptation du texte suite à l'entrée en vigueur de l'article 44bis L.C.

Art. 12. Suite aux modifications visées à l'article 1^{er}, la loi instituant les prestations familiales garanties est adaptée dans le même sens.

Art. 13. Cet article concerne l'entrée en vigueur de l'arrêté royal.

Il a été tenu compte des remarques formulées par le Conseil d'Etat.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux,
et très fidèle serviteur,
La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires sociales, le 1^{er} avril 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant certaines dispositions relatives aux prestations familiales en exécution de l'article 21 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions", a donné le 3 avril 1997 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation est la suivante :

"Deze hoogdringendheid is gemotiveerd door het feit dat enerzijds, zo spoedig mogelijk een einde moet worden gesteld aan de juridische onzekerheid voortvloeiend uit de niet-uniforme toepassing van de regelen inzake de groepering van de rechtgevendende kinderen door de kinderbijslaginstellingen en dat anderzijds, moet worden verholpen aan de niet betaling van de kinderbijslag aan kinderen van minder dan 18 jaar die niet worden opgevoed door een bijslagtrekkende. Overwegende dat dit besluit moet worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* ten laatste op 30 april 1997. »

En application de l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, modifiée par la loi du 4 août 1996, la section de législation s'est essentiellement limitée à "l'examen du fondement juridique, de la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que de l'accomplissement des formalités prescrites. »

Het kind dat gehuwd is, ofwel 16 jaar of ontvoegd is en een afzonderlijke hoofdverblijfplaats heeft van die van zijn ouders of van de persoon die hem opvoedt, evenals het kind dat zelf kinderen heeft, kan worden erkend als bijslagtrekkende voor zichzelf. Nochtans kan dit kind, onder bepaalde voorwaarden, een andere persoon als bijslagtrekkende aanduiden. Deze aanduiding heeft gevolgen voor wat betreft de groepering van de kinderen.

Deze mogelijkheid werd ingevoerd om te beantwoorden aan de verzuchting van vele ouders wier studerende meerderjarige kinderen een afzonderlijk verblijf houden, maar te hunnen laste blijven.

Daarentegen zal de kinderbijslag rechtstreeks betaald worden aan het kind indien het zich onthouden heeft een andere bijslagtrekkende dan zichzelf aan te duiden. In dit geval is er natuurlijk geen groepering.

De hoofdverblijfplaats is gedefinieerd in de zin van artikel 3, eerste lid, 5^o van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Art. 10. Het systeem van de proportionele verdeling van de kinderbijslag wordt gewijzigd.

Deze verdeling zal plaatsvinden indien de kinderbijslag verschuldigd is aan de bijslagtrekkende in de zin van artikel 69 G.W. voor verschillende kinderen waarvan sommigen geplaatst zijn overeenkomstig artikel 70 G.W. en anderen niet.

Wanneer het derde van de kinderbijslag verschuldigd aan het in een instelling geplaatst kind, gestort moet worden op een spaarrekening op zijn naam, blijven, voor alleen de vaststelling van het bedrag verschuldigd aan het geplaatste kind, de vroegere regels inzake de groepering rond de rechthebbende en de erop volgende proportionele verdeling, van toepassing.

Art. 11. Het betreft een aanpassing van de tekst als gevolg van de inwerkingtreding van artikel 44bis, G.W.

Art. 12. Tengevolge van de wijzigingen bepaald in artikel 1, wordt de wet tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag in dezelfde zin aangepast.

Art. 13. Dit artikel betreft de inwerkingtreding van het koninklijk besluit.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad Van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 1 april 1997 door de Minister van Sociale Zaken verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende sommige bepalingen betreffende de gezinsbijslag ter uitvoering van artikel 21 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels", heeft op 3 april 1997 het volgend advies gegeven :

Volgens artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering als volgt :

"Deze hoogdringendheid is gemotiveerd door het feit dat enerzijds, zo spoedig mogelijk een einde moet worden gesteld aan de juridische onzekerheid voortvloeiend uit de niet-uniforme toepassing van de regelen inzake de groepering van de rechtgevendende kinderen door de kinderbijslaginstellingen en dat anderzijds, moet worden verholpen aan de niet betaling van de kinderbijslag aan kinderen van minder dan 18 jaar die niet worden opgevoed door een bijslagtrekkende. Overwegende dat dit besluit moet worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* ten laatste op 30 april 1997. »

Met toepassing van het bepaalde in artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, heeft de afdeling wetgeving zich in hoofdzaak beperkt tot "het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan".

Cet examen requiert de faire les observations suivantes.

PORTÉE ET FONDEMENT LEGAL DU PROJET

1. Le projet d'arrêté soumis pour avis vise à modifier la réglementation en matière de prestations familiales. Dans leur essence, ces modifications peuvent s'analyser comme suit :

— le projet tend à uniformiser les règles relatives au groupement des enfants pour le calcul du rang et adapte à cet effet certaines dispositions des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (articles 1^{er}, 2, 3 et 11 du projet). C'est ainsi que les règles contenues jusqu'à présent aux articles 42 et 70bis des lois coordonnées sont mieux harmonisées, en ce sens que le projet choisit d'opérer désormais selon la règle le groupement d'enfants en fonction de l'allocataire et non plus en fonction du bénéficiaire;

— le projet vise en outre à adapter une série de dispositions des lois coordonnées en y inscrivant une référence à l'article 44bis de ces lois, récemment inséré par l'arrêté royal du 10 décembre 1996 portant certaines mesures relatives aux prestations familiales, en exécution de l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne (articles 4, 6 et 12 du projet);

— le projet contient également quelques dispositions apportant des modifications diverses à certains articles des lois coordonnées. A ce sujet, l'on peut mentionner l'article 5 du projet (modification des conditions en matière d'ouverture du droit aux prestations familiales), les articles 7, 8 et 9 (relatifs à la coparenté) et 10 (adaptation de l'article 70 des lois coordonnées à la structure fédérale de l'Etat);

— enfin, le projet apporte également une série de modifications à la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties (articles 13, 14 et 15 du projet). Ces modifications tendent essentiellement à inscrire dans cette loi des règles relatives à une allocation spéciale laquelle, selon le rapport au Roi "... est due à la famille d'origine lorsqu'un placement est décidé dans une institution ou dans une famille d'accueil, ou lorsque l'enfant est confié, sur décision judiciaire, à une autre famille. ».

2. Sous réserve des observations qui seront faites sous les points 3 et 4, les règles en projet peuvent tenir un fondement légal suffisant de l'article 21 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et, assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. Selon cette disposition, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, moderniser les régimes d'allocations familiales en vue de diminuer l'insécurité d'existence suite à la charge d'enfants et adapter ces régimes aux modifications des conditions sociales, notamment aux différentes formes de ménage et aux nouveaux types de carrière.

Toutefois, dès lors que l'arrêté en projet tend à modifier notamment les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés ainsi que la loi susvisée du 20 juillet 1971, il est recommandé, au premier alinéa du préambule, de viser non pas uniquement l'article 21 de la loi du 26 juillet 1996, mais également l'article 49 de cette loi, qui habilite le Roi à abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur. L'on écrira donc à la fin de l'alinéa concerné du préambule "... notamment les articles 21 et 49".

3. Quant aux articles du projet qui visent à adapter les lois coordonnées à l'insertion dans ces lois de l'article 44bis, nouveau, il convient d'en rechercher le fondement juridique, non pas tant dans la loi précitée du 26 juillet 1996, mais dans la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et notamment à l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de cette loi, selon lequel le Roi peut prendre des mesures pour garantir l'équilibre financier des régimes de sécurité sociale.

En effet, dans la mesure où le projet vise à compléter certaines dispositions des lois coordonnées par la référence à l'article 44bis, nouveau, inséré dans ces lois par l'arrêté royal précité du 10 décembre 1996, qui tient lui-même son fondement légal de l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de cette dernière loi du 26 juillet 1996, il serait préférable, en ce qui concerne les dispositions concernées du projet, de viser cette disposition législative. On pourrait alors viser également l'article 3, § 2, de cette dernière loi, selon lequel les arrêtés pris en vertu de cette loi peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur.

Dat onderzoek noopt tot het maken van de volgende opmerkingen.

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

1. Het voor advies voorgelegde ontwerp-besluit beoogt de reglementering inzake de gezinsbijslagen te wijzigen. Die wijzigingen kunnen, in essentie, worden weergegeven als volgt :

— het ontwerp strekt ertoe in een meer eenvormige regeling te voorzien op het vlak van de groepering van kinderen voor het berekenen van de rang en past daartoe een aantal bepalingen van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders aan (artikelen 1, 2, 3 en 11 van het ontwerp). Met name worden de regelen welke tot op heden waren vervat in de artikelen 42 en 70bis van de samengeordende wetten beter op elkaar afgestemd, in die zin dat er in het ontwerp voor wordt geopteerd de groepering van kinderen in de regel te laten gebeuren in functie van de bijslagtrekkende en niet langer van de rechthebbende;

— het ontwerp beoogt voorts een aantal bepalingen van de samengeordende wetten aan te passen door er een verwijzing in op te nemen naar artikel 44bis van die wetten, dat recent werd ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1996 houdende bepaalde maatregelen betreffende de gezinsbijslag, ter uitvoering van artikel 3, § 1, 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie (artikelen 4, 6 en 12 van het ontwerp);

— het ontwerp bevat daarnaast een aantal bepalingen waarin uiteenlopende wijzigingen worden aangebracht in sommige artikelen van de samengeordende wetten. In dat verband kan worden gewezen op artikel 5 van het ontwerp (wijziging van de voorwaarden inzake het openen van het recht op gezinsbijslag), de artikelen 7, 8 en 9 (betreffende het co-ouderschap) en 10 (aanpassing van artikel 70 van de samengeordende wetten aan de federale staatsstructuur);

— het ontwerp brengt, tot slot, nog een aantal wijzigingen aan in de wet van 20 juli 1971 tot instelling van een gewaarborgde gezinsbijslag (artikelen 13, 14 en 15 van het ontwerp). Die wijzigingen strekken er in hoofdzaak toe in die wet een regeling op te nemen met betrekking tot een bijzondere bijslag welke, luidens het verslag aan de Koning "... verschuldigd is aan het oorspronkelijke gezin, wanneer het kind geplaatst is in een instelling of in een pleeggezin, of wanneer het kind, bij gerechtelijke beslissing, werd toevertrouwd aan een ander gezin. ».

2. Onder voorbehoud van wat onder de punten 3 en 4 zal worden opgemerkt, kan voor de ontworpen regeling een voldoende rechtsgrond worden gevonden in artikel 21 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. Luidens die bepaling kan de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de stelsels voor gezinsbijslag moderniseren met het oog op de vermindering van de bestaansonzekerheid ten gevolge van kinderlast en de aanpassing ervan aan de gewijzigde maatschappelijke omstandigheden, inzonderheid de verschillende gezins- en loopbaanvormen.

Daar het besluit in ontwerp er evenwel toe strekt om onder meer de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders en de voornoemde wet van 20 juli 1971 te wijzigen, verdient het aanbeveling om in het eerste lid van de aanhef niet enkel naar artikel 21 van de wet van 26 juli 1996 te verwijzen, doch ook naar artikel 49 van die wet, dat de Koning bevoegd maakt om de van kracht zijnde wettelijke bepalingen op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen. Dienvolgens schrijft men in *nie* van het desbetreffende lid van de aanhef "... inzonderheid op de artikelen 21 en 49".

3. Wat de artikelen van het ontwerp betreft welke de samengeordende wetten beogen aan te passen aan de invoeging in die wetten van het nieuwe artikel 44bis, dient de rechtsgrond daarvoor niet zozeer in de voornoemde wet van 26 juli 1996 te worden gezocht, als wel in de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en inzonderheid in artikel 3, § 1, 4^o, van die wet, naar luid waarvan de Koning maatregelen kan nemen om het financieel evenwicht van de stelsels van sociale zekerheid te waarborgen.

In zover immers het ontwerp sommige bepalingen van de samengeordende wetten beoogt aan te vullen met de verwijzing naar het nieuwe artikel 44bis, dat in die wetten is ingevoegd bij het voornoemd koninklijk besluit van 10 december 1996, hetwelk zelf rechtsgrond put uit artikel 3, § 1, 4^o, van de laatstgenoemde wet van 26 juli 1996, wordt, wat de desbetreffende bepalingen van het ontwerp betreft, dan ook beter naar die wetsbepaling verwezen. Tevens kan dan ook worden gerefereerd aan artikel 3, § 2, van de laatstgenoemde wet, naar luid waarvan de besluiten welke zijn genomen krachtens die wet de van kracht zijnde wettelijke bepalingen kunnen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen.

Il conviendra donc de compléter le préambule du projet soumis, en insérant après le premier alinéa, un alinéa supplémentaire, visant l'article 3, § 1^{er}, 4^e, et § 2, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

4. Le projet contient plusieurs dispositions qui entraînent des effets quant à la compétence du tribunal du travail (article 9), du tribunal de la jeunesse (articles 10 et 15) et du juge de paix (article 16).

Ainsi que le Conseil d'Etat, section de législation, l'a déjà observé dans le passé, il y a lieu de considérer que la procédure bicamérale imposée par l'article 77 de la Constitution vaut tant pour l'organisation des cours et tribunaux que pour la détermination de leurs attributions (1).

Dès lors que les règles en projet se fondent cependant sur les lois du 26 juillet 1996 et que l'article 1^{er} de chacune de ces deux lois dispose expressément qu'elles règlent une matière visée à l'article 78 de la Constitution, le Roi ne peut puiser aucune compétence dans cette loi en ce qui concerne une matière à laquelle l'article 77 de la Constitution fait référence (1). Compte tenu de ce qui précède, il y aura lieu, selon le cas, soit d'omettre du projet les articles 9, 10, 15 et 16, soit d'en adapter la rédaction.

EXAMEN DU TEXTE

Préambule

1. Pour les motifs déjà indiqués lors de l'examen du fondement légal du projet, il est recommandé de compléter le premier alinéa du préambule par une référence à l'article 49 de la loi concernée du 26 juillet 1996 et, immédiatement après cet alinéa, il y a lieu d'insérer un alinéa visant l'article 3, § 1^{er}, 4^e, et § 2, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

2. Il est d'usage, du point de vue de la technique législative, de viser dans le préambule d'un arrêté modificatif les textes que l'arrêté tend à modifier. Cela n'a pas été fait dans le préambule du projet soumis.

3. Le deuxième alinéa du préambule du projet, tel qu'il a été soumis pour avis, fait mention de l'avis du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, donné le 21 mars 1995. Il peut être inféré des documents adressés au Conseil d'Etat, section de législation, qu'il s'agit en l'espèce de l'avis n° 259 relatif à un projet de loi modifiant certaines dispositions relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Dans le bref délai qui lui était imparti, le Conseil d'Etat, section de législation, a dû s'abstenir de procéder à une comparaison approfondie du projet de loi sur lequel le comité de gestion concerné a émis l'avis n° 259 et du projet d'arrêté présentement soumis. En tout état de cause, les documents qui lui ont été adressés ne font pas apparaître clairement qu'en émettant son avis, le comité de gestion ait déjà eu connaissance d'éléments pourtant essentiels des règles en projet, notamment ceux relatifs à la coparenté et à l'allocation spéciale, visés dans la loi du 20 juillet 1971. S'il devait s'avérer que ces éléments, et des éléments similaires des règles en projet, n'ont effectivement pas été soumis au comité de gestion, il faudrait bien considérer la procédure consultative comme imparfaite sur ce point.

4. Au troisième alinéa du préambule du projet, tel qu'il a été soumis pour avis, il faudra évidemment faire mention de la date à laquelle l'Inspection des finances a émis un avis sur le projet, à savoir, le 1^{er} avril 1997.

Dans le même ordre d'idées, il y a lieu d'observer qu'une délibération sur le projet a d'ores et déjà eu lieu en Conseil des ministres le 28 mars 1997, c'est-à-dire avant que l'Inspection des finances n'eût émis son avis; il va de soi que si, consécutivement à cet avis et après nouvelle délibération en Conseil des ministres, le texte du projet devait être modifié de manière substantielle, il conviendrait de consulter à nouveau le Conseil d'Etat, section de législation, sur le texte ainsi modifié.

5. Les quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas du préambule du projet tel qu'il est soumis pour avis peuvent être fusionnés en deux alinéas à rédiger comme suit :

« Vu l'urgence motivée par la circonstance que... (reproduire littéralement la motivation particulière figurant dans la demande d'avis);

De l'adoption de la loi, le projet de loi sera transmis au Conseil d'Etat, section de législation, pour avis. Le Conseil d'Etat, section de législation, devra être saisi de la loi avant le 1^{er} mai 1997. La loi sera promulguée le 1^{er} mai 1997. La loi sera publiée au Moniteur belge le 1^{er} mai 1997.

4. Het ontwerp bevat een aantal bepalingen welke gevolgen hebben ten aanzien van de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank (artikel 9), de jeugdrechtbank (artikelen 10 en 15) en de vrederechter (artikel 16).

Zoals de Raad van State, afdeling wetgeving, in het verleden reeds heeft opgemerkt, moet worden aangenomen dat de in artikel 77 van de Grondwet bedoelde verplicht bicamerale procedure van toepassing is zowel op de organisatie van de hoven en rechtbanken, als op de vaststelling van hun bevoegdheden (1).

Vermits evenwel de ontworpen regeling is gesteund op de sub 3 vermelde wetten van 26 juli 1996 en in artikel 1 van de beide wetten telkens uitdrukkelijk wordt bepaald dat zij een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, kan de Koning uit die wetten geen bevoegdheid putten met betrekking tot een aangelegenheid waaraan artikel 77 van de Grondwet refereert (1). Hiermee rekening houdend zullen, al naar het geval, de artikelen 9, 10, 15 en 16 uit het ontwerp moeten worden weggelaten, dan wel in hun redactie moeten worden aangepast.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Aanhef

1. Om de redenen welke reeds bij de bespreking van de rechtsgrond van het ontwerp werden aangegeven, verdient het aanbeveling om het eerste lid van de aanhef met een verwijzing naar artikel 49 van de betrokken wet van 26 juli 1996 aan te vullen en dient onmiddellijk na dat lid een lid te worden toegevoegd waarin wordt gerefereerd aan artikel 3, § 1, 4^e en § 2, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

2. Het is vanuit wetgevingstechnisch oogpunt gebruikelijk dat in de aanhef van een wijzigend besluit tevens wordt verwezen naar de teksten welke het besluit beoogt te wijzigen. In de aanhef van het voorliggende ontwerp is dat niet gebeurd.

3. In het tweede lid van de aanhef van het ontwerp zoals dat voor advies is voorgelegd, wordt melding gemaakt van het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers dat is uitgebracht op 21 maart 1995. Uit de aan de Raad van State, afdeling wetgeving, toegezonden documenten kan worden afgeleid dat het terzake gaat om het advies nr. 259 inzake een ontwerp van wet tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de kinderbijslag voor werknemers.

Binnen het hem toebedeelde korte tijdsbestek heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, zich moeten onthouden van een doorgedreven vergelijking van de tekst van het ontwerp van wet waarover het betrokken beheerscomité het advies nr. 259 heeft uitgebracht, met de tekst van het voorliggende ontwerpbesluit. Uit de hem toegezonden documenten blijkt alvast niet duidelijk dat het beheerscomité bij het uitbrengen van zijn advies reeds kennis had van toch wel essentiële onderdelen van de ontworpen regeling, zoals die met betrekking tot het co-ouderschap en de bijzondere bijslag, als bedoeld in de wet van 20 juli 1971. Mochten die en soortgelijke onderdelen van de regeling inderdaad niet zijn voorgelegd aan het beheerscomité, dan zou de adviesprocedure op dat punt als niet volkomen moeten worden beschouwd.

4. In het derde lid van de aanhef van het ontwerp, zoals dat voor advies is voorgelegd, zal uiteraard melding moeten worden gemaakt van de datum waarop de Inspectie van Financiën over het ontwerp advies heeft uitgebracht, te weten op 1 april 1997.

In hetzelfde verband moet worden opgemerkt dat reeds op 28 maart 1997 over het ontwerp overleg is gepleegd in de Ministerraad, dat wil zeggen vooraleer door de Inspectie van Financiën advies is uitgebracht. Het spreekt voor zich dat, mocht de tekst van het ontwerp naar aanleiding van dat advies en na een nieuw overleg in Ministerraad alsnog in substantiële zin worden gewijzigd, de Raad van State, afdeling wetgeving, opnieuw zal moeten worden geconsulteerd over de aldus gewijzigde tekst.

5. Het vierde, vijfde, zesde en zevende lid van de aanhef van het ontwerp zoals dat voor advies is voorgelegd, kunnen in twee leden worden samengebracht, te redigeren als volgt :

« Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat ... (letterlijk overnemen van de motivering die is opgenomen in de adviesaanvraag);

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 avril 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat."

Article 1^{er}

L'article 42, § 1^{er}, alinéa 3, 2^o, en projet, des lois coordonnées requiert notamment, afin qu'il soit tenu compte des enfants bénéficiaires pour la détermination du rang, lorsqu'il y a plusieurs allocataires, que ceux-ci soient "soit conjoints, soit des personnes de sexe différent établies en ménage, soit parents ou alliés au premier, au deuxième ou au troisième degré".

Il semble devoir en être inféré que les enfants bénéficiaires de personnes du même sexe établies en ménage sont exclues du régime concerné. La question se pose de savoir dans quelle mesure cela est compatible avec les principes constitutionnels de l'égalité et de la non-discrimination. Dès que les règles en projet auront été confirmées par le législateur, il appartiendra en définitive à la Cour d'arbitrage de répondre à cette question. Il pourrait néanmoins s'avérer utile d'indiquer déjà dans le rapport au Roi les motifs objectifs et raisonnablement admissibles qui seraient de nature à justifier une distinction au sens de l'article 42, § 1^{er}, alinéa 3, 2^o, en projet, des lois coordonnées.

Article 9

Selon l'article 69, § 1^{er}, alinéa 5, en projet, des lois coordonnées, les époux qui ont adopté ensemble l'enfant désignent celui d'entre eux à qui la prime d'adoption est payée; "sinon elle est payée à l'épouse". Par comparaison avec le texte actuel de l'article 69, § 1^{er}, alinéa 4, des lois coordonnées, il n'est plus fait mention expressément du cas où il y a contestation entre époux, cas qui est donc à distinguer de l'hypothèse où les époux ont omis de disposer auquel d'entre eux la prime d'adoption doit être payée. La question se pose, dès lors, de savoir si, par souci de la sécurité juridique, il n'y aurait pas lieu également de prévoir expressément le cas où il y a contestation entre époux quant au paiement de la prime d'adoption.

Article 15

1. Selon les déclarations du délégué du gouvernement, les mots "la mère, visée à l'article 1^{er}" figurant à l'article 10, § 2, alinéa 1^{er}, en projet, de la loi du 20 juillet 1971, visent la personne physique mentionnée à l'article 1^{er}, qui est également la mère. Il y aurait lieu d'inscrire expressément cette précision dans le texte de l'article 10, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1971, d'autant que l'article 1^{er} de cette loi ne se réfère pas explicitement à la "mère".

2. Compte tenu de la modification que l'article 13, 2^o, du projet vise à apporter à l'article 1^{er} de la loi du 20 juillet 1971, l'article 10, § 3, alinéa 2, en projet, revient à confirmer une compétence dont le Roi dispose déjà en application de l'actuel article 4 de la loi, à savoir celle de fixer le montant et le mode de calcul des prestations familiales visées à l'article 1^{er}, dont l'allocation spéciale. L'alinéa 2 de l'article 10, § 3, de la loi du 20 juillet 1971 est donc superflu; pour cette raison, il serait préférable de le supprimer.

Observation finale

L'arrêté en projet devra être pourvu d'une formule exécutoire.

La chambre était composée de :

MM. :

M. J. De Brabandere, président de chambre;

M. Van Damme, D. Albrecht, conseillers d'Etat;

Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. De Brabandere.

Le rapport a été présenté par M. P. Barra, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J. Drijkoningen, référendaire.

Le greffier,

A. Beckers.

Le président,

J. De Brabandere.

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 april 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State."

Artikel 1

Luidens het ontworpen artikel 42, § 1, derde lid, 2^o, van de samengeordende wetten, is, opdat met de rechtgevendende kinderen rekening zou worden gehouden voor de rangbepaling indien er verschillende bijslagtrekkenden zijn, onder meer vereist dat de bijslagtrekkenden "met elkaar gehuwd zijn, hetzij personen van verschillend geslacht zijn en een huishouden vormen, hetzij verwant of aanverwant zijn in de eerste, tweede of derde graad".

Hieruit lijkt te moeten worden afgeleid dat de rechtgevendende kinderen van personen van hetzelfde geslacht die een huishouden vormen, van de desbetreffende regeling zijn uitgesloten. Het is de vraag in hoeverre dit verenigbaar is met de grondwettelijke beginselen inzake de gelijkheid en het verbod van discriminatie. Het antwoord op die vraag zal, eenmaal de ontworpen regeling door de wetgever is bekrachtigd, uiteindelijk aan het Arbitragehof toekomen. Wel kan het nuttig zijn dat reeds in het verslag aan de Koning zou worden aangegeven welke objectieve en in redelijkheid aanvaardbare motieven een onderscheid in de zin van het ontworpen artikel 42, § 1, derde lid, 2^o, van de samengeordende wetten, vermogen te verantwoorden.

Artikel 9

Luidens het ontworpen artikel 69, § 1, vijfde lid, van de samengeordende wetten, bepalen de echtgenoten die het kind samen hebben geadopteerd, aan wie van beiden de adoptiepremie wordt betaald, "zo niet wordt zij betaald aan de echtgenote". In vergelijking met de huidige tekst van artikel 69, § 1, vierde lid, van de samengeordende wetten, wordt niet langer uitdrukkelijk melding gemaakt van het geval waarin er betwisting bestaat tussen de echtgenoten, welk geval aldus valt te onderscheiden van de hypothese waarin de echtgenoten hebben nagelaten om te bepalen aan wie van hun beiden de adoptiepremie moet worden betaald. Het is dan ook de vraag of, terwille van de rechtszekerheid, niet tevens uitdrukkelijk melding moet worden gemaakt van het geval waarin er een betwisting bestaat tussen de echtgenoten omtrent de uitbetaling van de adoptiepremie.

Artikel 15

1. Naar het zeggen van de gemachtigde van de regering wordt in het ontworpen artikel 10, § 2, eerste lid, van de wet van 20 juli 1971, met de woorden "de moeder bedoeld in artikel 1" gerefeerd aan de natuurlijke persoon bedoeld in artikel 1, welke tevens de moeder is. Die bedoeling zou met zoveel woorden in de tekst van het ontworpen artikel 10, § 2, eerste lid, van de wet van 20 juli 1971, tot uitdrukking moeten worden gebracht, temeer daar in artikel 1 van die wet niet uitdrukkelijk naar de term "moeder" wordt verwezen.

2. Rekening houdend met de wijziging welke artikel 13, 2^o, van het ontwerp, beoogt aan te brengen in artikel 1 van de wet van 20 juli 1971, komt het in het ontworpen artikel 10, § 3, tweede lid, bepaalde, neer op de bevestiging van een bevoegdheid waarover de Koning reeds met toepassing van het huidige artikel 4 van de wet beschikt, namelijk de bevoegdheid om het bedrag en de berekeningswijze van de in artikel 1 bedoelde gezinsbijslag — waaronder de bijzondere bijslag — te bepalen. Het tweede lid van het ontworpen artikel 10, § 3, van de wet van 20 juli 1971, is derhalve overbodig en wordt om die reden beter geschrapt.

Slotopmerking

Het besluit in ontwerp zal moeten worden voorzien van een uitvoeringsbepaling.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

J. De Brabandere, kamervoorzitter;

M. Van Damme, D. Albrecht, staatsraden;

Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. De Brabandere.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. Barra, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J. Drijkoningen, referendaris.

De griffier,

A. Beckers.

De voorzitter,

J. De Brabandere.

21 AVRIL 1997. — Arrêté royal portant certaines dispositions relatives aux prestations familiales en exécution de l'article 21 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment les articles 21 et 49;

Vu la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, notamment l'article 3, § 1, 4^e et § 2;

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment les articles 42, 45, 48, 50septies, 51, 54, 60, 64, 69, 70bis et 75;

Vu la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, notamment l'article 4;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés donné le 21 mars 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1^{er} avril 1997;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il convient, d'une part, de mettre fin rapidement à l'insécurité juridique issue de l'application non uniforme par les organismes de paiement des prestations familiales, des dispositions réglant le groupement des enfants bénéficiaires et, d'autre part, de pallier à l'absence actuelle de tout paiement d'allocations familiales entre les mains d'enfants de moins de 18 ans n'étant plus élevés par un allocataire;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 3 avril 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 42 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par les arrêtés royaux n^o 122 du 30 décembre 1982 et n^o 534 du 31 mars 1987 et la loi du 22 décembre 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 42. § 1^{er}. Pour la détermination du rang visé aux articles 40, 42bis, 44, 44bis et 50ter, il est tenu compte de la chronologie des naissances des enfants bénéficiaires en vertu des présentes lois, de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, de l'arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat et de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties.

Les allocations familiales sont accordées compte tenu du nombre d'enfants bénéficiaires, lorsqu'elles sont payées à un seul allocataire.

Lorsqu'il y a plusieurs allocataires, pour la détermination du rang visée à l'alinéa 1^{er}, il est tenu compte de l'ensemble des enfants bénéficiaires aux conditions suivantes :

1^o Les allocataires doivent avoir la même résidence principale au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^e, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques;

2^o Les allocataires doivent être, soit conjoints, soit des personnes de sexe différent établies en ménage, soit être parents ou alliés au premier, au deuxième ou au troisième degré.

La parenté acquise par adoption est prise en considération.

§ 2. Pour la détermination du rang visée au § 1^{er}, il est également tenu compte des enfants placés conformément à l'article 70 ou conformément à l'article 33 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 précité, lorsque l'allocataire ou les allocataires concernés perçoivent les tiers des allocations familiales pour ces enfants.

§ 3. Pour la détermination du rang visée aux §§ 1^{er} et 2, il n'est pas tenu compte de l'orphelin attributaire au taux visé à l'article 50bis ou à l'article 13 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 précité.

21 APRIL 1997. — Koninklijk besluit houdende sommige bepalingen betreffende de gezinsbijslag ter uitvoering van artikel 21 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op de artikelen 21 en 49;

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, inzonderheid op artikel 3, § 1, 4^e en § 2;

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op de artikelen 42, 45, 48, 50septies, 51, 54, 60, 64, 69, 70bis en 75;

Gelet op de wet van 20 juli 1971 tot instelling van de gewaarborgde gezinsbijslag, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers van 21 maart 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 april 1997;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat, enerzijds, zo spoedig mogelijk een einde moet worden gesteld aan de juridische onzekerheid voortvloeiend uit de niet-uniforme toepassing van de regelen inzake de groepering van de rechtgevendende kinderen door de kinderbijslaginstellingen en dat anderzijds, moet worden verholpen aan de niet betaling van de kinderbijslag aan kinderen van minder dan 18 jaar die niet worden opgevoed door een bijslagtrekkende;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 april 1997, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^e van de gecoördineerde wetten betreffende de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 42 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 122 van 30 december 1982 en nr. 534 van 31 maart 1987 en de wet van 22 december 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 42. § 1. Voor de bepaling van de rang, bedoeld bij de artikelen 40, 42bis, 44, 44bis en 50ter wordt rekening gehouden met de volgorde van geboorten van de kinderen, die rechtgevend zijn krachtens deze wetten, het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen, het koninklijk besluit van 26 maart 1965 betreffende de kinderbijslag voor bepaalde categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel en de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag.

De kinderbijslag die betaald wordt aan een enkele bijslagtrekkende wordt verleend rekening houdend met het aantal rechtgevendende kinderen.

Indien er verschillende bijslagtrekkenden zijn wordt voor de rangbepaling bedoeld in het eerste lid rekening gehouden met het geheel van de rechtgevendende kinderen onder de volgende voorwaarden :

1^o de bijslagtrekkenden moeten dezelfde hoofdverblijfplaats hebben in de zin van artikel 3, eerste lid, 5^e, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

2^o de bijslagtrekkenden moeten hetzij met elkaar gehuwd zijn, hetzij personen van verschillend geslacht zijn en een huishouden vormen, hetzij verwant of aanverwant zijn in de eerste, tweede of derde graad.

De verwantschap verworven door adoptie wordt in aanmerking genomen.

§ 2. Voor de rangbepaling bedoeld in § 1 wordt eveneens rekening gehouden met de kinderen die geplaatst zijn overeenkomstig artikel 70 of overeenkomstig artikel 33 van voormeld koninklijk besluit van 8 april 1976, wanneer de betrokken bijslagtrekkende of bijslagtrekkenden voor deze kinderen het derde van de kinderbijslag ontvangen.

§ 3. Voor de rangbepaling bedoeld in §§ 1 en 2 wordt geen rekening gehouden met de wees die rechthebbende is tegen het bedrag bepaald bij artikel 50bis of bij artikel 18 van het voormeld koninklijk besluit van 8 april 1976.

Art. 2. L'article 45 des mêmes lois, rétabli par l'arrêté royal n° 207 du 13 septembre 1983 et modifié par la loi du 22 décembre 1989, est remplacé par la disposition suivante :

Article 45. Pour l'application de l'article 70bis, alinéa 4, lorsque plusieurs orphelins ont droit, du chef de la même personne décédée ou survivante, aux allocations familiales aux taux fixés dans l'article 40, il est tenu compte des rangs déterminés dans l'article 42 en ce qui concerne les enfants orphelins qui font partie du même ménage et ceux qui sont éventuellement placés dans le sens de l'article 70°.

Art. 3. A l'article 48 des mêmes lois, les alinéas 6 et 7, modifiés par la loi du 30 juin 1981, les arrêtés royaux n° 122 du 30 décembre 1982 et n° 282 du 31 mars 1984 et la loi du 22 décembre 1989, sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Lorsque le nombre d'enfants bénéficiaires, groupés en vertu de l'article 42, diminue d'une unité, la somme totale des allocations familiales revenant à l'allocataire unique ou aux différents allocataires, est réduite à concurrence de l'allocation due au profit de celui des enfants qui est le moins âgé. » .

Art. 4. Dans l'article 50septies, des mêmes lois, inséré par la loi du 30 juin 1981 et modifié par la loi du 22 décembre 1989, les mots "aux articles 40 et 50bis, éventuellement majoré des suppléments visés aux articles 42bis, alinéa 1^{er}, 44, 47 ou 50ter." sont remplacés par les mots "aux articles 40 et 50bis, éventuellement majoré des suppléments visés aux articles 42bis, alinéa 1^{er}, 44, 44bis, 47 ou 50ter." .

Art. 5. A l'article 51, § 3, des mêmes lois, modifié par la loi du 22 décembre 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1° la première phrase du 3° est remplacée par la disposition suivante :

" à condition qu'ils fassent partie de son ménage, ses petits-enfants, arrière-petits-enfants, neveux et nièces, ceux de son conjoint, ex-conjoint ou de la personne de l'autre sexe avec laquelle il est établi en ménage. » .

2° le 4° est remplacé par la disposition suivante :

"4° ses frères et sœurs faisant partie du même ménage. Toutefois, il ne peut exister un droit aux allocations familiales du chef d'un membre de la famille faisant partie du même ménage en application d'autres dispositions légales ou réglementaires belges ou étrangères ou en vertu de dispositions applicables au personnel d'une institution de droit international public, sauf si l'attributaire suivant ces dispositions est un frère ou une sœur;" .

Art. 6. Dans l'article 54, § 3, alinéa 2 des mêmes lois, rétabli par la loi du 22 décembre 1989, les mots "articles 44 et 47" sont remplacés par les mots "articles 44, 44bis et 47" .

Art. 7. Dans l'article 60, § 3, 3° des mêmes lois, remplacé par la loi-programme du 22 décembre 1989, le point d) est remplacé par les dispositions suivantes :

"d) lorsque les deux parents attributaires qui ne cohabitent pas et dont l'un est indépendant et l'autre salarié, exercent conjointement l'autorité parentale au sens de l'article 374 du Code civil, que l'enfant n'est pas élevé effectivement chez un autre attributaire, et que l'attributaire salarié ne répond pas aux conditions fixées par l'article 59 des présentes lois;

e) quand l'enfant a cessé de faire partie du ménage d'un attributaire effectif indépendant, père, mère, beau-père ou belle-mère, grand-parent ou arrière-grand-parent, suite à un placement au sens de l'article 33 de l'arrêté royal précité du 8 avril 1976" .

Art. 8. L'article 64 des mêmes lois modifié par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982, l'arrêté royal n° 534 du 31 mars 1987 et la loi-programme du 22 décembre 1989 est modifié de la manière suivante :

1° Entre le § 1^{er} et le § 2 est inséré un § 1bis rédigé comme suit :

" § 1bis. Lorsque les deux parents attributaires qui ne cohabitent pas exercent conjointement l'autorité parentale au sens de l'article 374 du Code civil et que l'enfant n'est pas effectivement élevé chez un autre attributaire, le droit aux allocations familiales est fixé par priorité dans le chef du père. »

2° Dans le § 2, les mots « visés au § 1^{er} » sont remplacés par les mots visés aux §§ 1^{er} et 1bis » .

Art. 2. Artikel 45 van dezelfde wetten, opnieuw opgenomen bij het koninklijk besluit nr. 207 van 13 september 1983 en gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 45. Voor de toepassing van artikel 70bis, vierde lid, wordt, wanneer verschillende wezen uit hoofde van dezelfde overleden of overlevende persoon recht hebben op kinderbijslag tegen de bedragen bepaald in artikel 40, rekening gehouden met de rangen bepaald in artikel 42, wat betreft de weeskinderen die deel uitmaken van hetzelfde gezin en degenen die eventueel geplaatst zijn in de zin van artikel 70°.

Art. 3. In artikel 48 van dezelfde wetten, worden de leden 6 en 7, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1981, de koninklijke besluiten nr. 122 van 30 december 1982 en nr. 282 van 31 maart 1984 en de wet van 22 december 1989, vervangen door het volgende lid :

« Als het aantal op grond van artikel 42 gegroepeerde rechtgevendende kinderen met een eenheid vermindert, wordt van het totale bedrag aan kinderbijslag verschuldigd aan de enige bijslagtrekkende of de verschillende bijslagtrekkenden het bedrag voor het jongste kind afgetrokken. » .

Art. 4. In artikel 50septies, van dezelfde wetten, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1981 en gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, worden de woorden "in de artikelen 40 en 50bis, eventueel verhoogd met de bijlagen bedoeld in de artikelen 42bis, eerste lid, 44, 47 of 50ter." vervangen door de woorden "in de artikelen 40 en 50bis, eventueel verhoogd met de bijlagen bedoeld in de artikelen 42bis, eerste lid, 44, 44bis, 47 of 50ter." .

Art. 5. In artikel 51, § 3, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste zin van de 3° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« zijn van hetzelfde gezin deel uitmakende kleinkinderen, achterkleinkinderen, neven en nichten, die van zijn echtgenoot, gewezen echtgenoot of de persoon van het andere geslacht met wie hij een huishouden vormt. » .

2° de 4° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° zijn broers en zusters die deel uitmaken van hetzelfde gezin. Er mag echter geen recht bestaan op kinderbijslag uit hoofde van een gezinslid dat deel uitmaakt van hetzelfde gezin bij toepassing van andere Belgische of buitenlandse wets- of reglements-bepalingen of krachtens bepalingen van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling, behalve indien de rechthebbende krachtens deze bepalingen een broer of zuster is;" .

Art. 6. In artikel 54, § 3, tweede lid van dezelfde wetten, opnieuw opgenomen door de wet van 22 december 1989, worden de woorden "artikelen 44 en 47" vervangen door de woorden "artikelen 44, 44bis en 47" .

Art. 7. In artikel 60, § 3, 3° van dezelfde wetten, vervangen door de programmawet van 22 december 1989, wordt het punt d) vervangen door de volgende bepalingen :

"d) wanneer de twee rechthebbende ouders, die niet samenwonen en waarvan de ene zelfstandige is en de andere werknemer, het ouderlijk gezag gezamenlijk uitoefenen in de zin van artikel 374 van het Burgerlijk Wetboek, het kind niet werkelijk bij een andere rechthebbende wordt opgevoed, en de rechthebbende werknemer de voorwaarden bepaald in artikel 59 van deze wetten niet vervult;

e) wanneer het kind heeft opgehouden deel uit te maken van het gezin van een effectieve zelfstandige rechthebbende zijnde de vader, de moeder, de stiefvader of stiefmoeder, grootouder of overgrootouder, als gevolg van een plaatsing in de zin van artikel 33 van voormeld koninklijk besluit van 8 april 1976" .

Art. 8. Artikel 64 van dezelfde wetten, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982, het koninklijk besluit nr. 534 van 31 maart 1987 en de programmawet van 22 december 1989, wordt als volgt gewijzigd :

1° Tussen § 1 en § 2 wordt een § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. Wanneer de twee rechthebbende ouders die niet samenwonen het ouderlijk gezag gezamenlijk uitoefenen in de zin van artikel 374 van het Burgerlijk Wetboek en het kind niet werkelijk bij een andere rechthebbende wordt opgevoed, wordt het recht op kinderbijslag bij voorrang vastgesteld in hoofde van de vader. »

2° In § 2, worden de woorden "bedoeld in § 1" vervangen door de woorden "bedoeld in §§ 1 en 1bis" .

Art. 9. L'article 69 des mêmes lois, modifié par les lois des 1^{er} août 1985, 4 avril 1991 et 30 décembre 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 69. § 1^{er}. Les allocations familiales et de naissance sont payées à la mère.

Si la mère n'élève pas effectivement l'enfant, les allocations familiales sont payées à la personne physique ou morale qui remplit ce rôle.

Lorsque les deux parents qui ne cohabitent pas exercent conjointement l'autorité parentale au sens de l'article 374 du Code civil et que l'enfant n'est pas élevé effectivement par un autre allocataire, les allocations familiales sont payées intégralement à la mère. A la demande des deux parents, le versement peut être effectué sur un compte auquel ils ont l'un et l'autre accès.

La prime d'adoption est payée à l'adoptant.

Si les époux ont adopté ensemble l'enfant, ils désignent celui d'entre eux à qui la prime d'adoption est payée. En cas de contestation ou de non-désignation, la prime est payée à l'épouse.

§ 2. Les allocations familiales sont payées à l'enfant bénéficiaire lui-même :

a) s'il est marié;

b) s'il est émancipé ou a atteint l'âge de 16 ans et a une autre résidence principale que la personne visée au § 1^{er}. La résidence principale est la résidence principale au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques;

c) s'il est lui-même allocataire pour un ou plusieurs de ses enfants.

Toutefois, l'enfant visé dans le présent paragraphe peut désigner, dans son propre intérêt, une autre personne comme allocataire, à condition que celle-ci soit avec l'enfant dans un lien de parenté ou d'alliance au premier degré. La parenté acquise par adoption est prise en considération.

L'enfant visé dans le présent paragraphe est capable d'ester lui-même en justice comme demandeur ou défendeur dans les litiges relatifs aux droits aux allocations familiales.

§ 3. Si l'intérêt de l'enfant l'exige, le père, l'adoptant, le tuteur officieux, le tuteur, le subrogé tuteur, le curateur ou l'attributaire, selon le cas, peut faire opposition au paiement à la personne visée au § 1^{er} ou au § 2, conformément à l'article 594, 8^o, du Code judiciaire. La mère a le même droit dans le cas visé au § 2. »

Art. 10. L'article 70bis, alinéa 2, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal n^o 207 du 13 septembre 1983 et la loi du 22 décembre 1989, est remplacé par les alinéas suivants :

« Lorsque les allocations familiales sont dues à un allocataire au sens de l'article 69 pour différents enfants, dont certains sont placés conformément à l'article 70 et d'autres pas, les allocations visées à l'article 40 et les suppléments visés aux articles 42bis et 50ter sont répartis entre cet allocataire et l'institution ou autorité visée à l'article 70, proportionnellement au nombre d'enfants élevés par chacun d'eux.

Les suppléments visés aux articles 44, 44bis et 47 sont payés à l'allocataire au sens des articles 69 et 70 qui élève l'enfant bénéficiaire de ces suppléments.

Lorsque le tiers des allocations familiales dû en faveur de l'enfant placé au sens de l'article 70 doit être versé sur un compte d'épargne ouvert à son nom, la détermination du montant d'allocations familiales dû en faveur de cet enfant s'opère conformément aux règles prévues par le présent article tel qu'il était rédigé avant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 21 avril 1997 portant certaines dispositions relatives aux prestations familiales en exécution de l'article 21 de la sécurité du 26 juillet 1996 portant modernisation de la loi sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. »

Art. 11. Dans l'article 75, alinéa unique, 1^o, des mêmes lois, rétabli par l'arrêté royal n^o 7 du 18 avril 1967 et modifié par les lois des 1^{er} août 1985, 29 décembre 1990 et 30 décembre 1992, les mots "articles 40, 42bis, 44, 47, 50bis" sont remplacés par les mots "articles 40, 42bis, 44, 44bis, 47, 50bis".

Art. 12. A l'article 4 de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, l'alinéa suivant est inséré avant l'alinéa 1^{er} :

« L'article 42 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés est applicable par analogie. »

Art. 9. Artikel 69 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1985, 4 april 1991 en 30 december 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 69. § 1. De kinderbijslag en het kraamgeld worden uitgekeerd aan de moeder.

Als de moeder het kind niet daadwerkelijk opvoedt, wordt de kinderbijslag betaald aan de natuurlijke of rechtspersoon die deze rol vervult.

Wanneer de twee ouders die niet samenwonen het ouderlijk gezag gezamenlijk uitoefenen in de zin van artikel 374 van het Burgerlijk Wetboek en het kind niet daadwerkelijk door een andere bijslagtrekkende wordt opgevoed, wordt de kinderbijslag integraal aan de moeder uitbetaald. Op verzoek van de beide ouders kan de uitbetaling gebeuren op een rekening waartoe zij beiden toegang hebben.

De adoptiepremie wordt betaald aan de adoptant.

Als echtgenoten het kind samen geadopteerd hebben, bepalen zij aan wie van beiden de adoptiepremie betaald wordt. In geval van betwisting of van niet-aanwijzing, wordt de premie uitbetaald aan de echtgenote.

§ 2. De kinderbijslag wordt aan het rechtgevend kind zelf uitbetaald :

a) als het gehuwd is;

b) als het ontvoegd is of de leeftijd van 16 jaar heeft bereikt en een andere hoofdverblijfplaats heeft dan de persoon bedoeld in § 1. De hoofdverblijfplaats is die in de zin van artikel 3, eerste lid, 5^o, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

c) als het zelf bijslag-trekkende is voor één of meer van zijn kinderen.

Het kind bedoeld in deze paragraaf kan evenwel in zijn eigen belang een andere persoon als bijslagtrekkende aanwijzen, op voorwaarde dat die persoon met het kind verbonden is door verwantschap of aanverwantschap in de eerste graad. De verwantschap verworven door adoptie wordt in aanmerking genomen.

Het kind bedoeld in deze paragraaf is rechtsbekwaam om zelf als eiser of verweerder in rechte op te treden in de geschillen betreffende de rechten op kinderbijslag.

§ 3. In het belang van het kind, kan de vader, de adoptant, de pleegvoogd, de voogd, de toeziende voogd, de curator of de rechthebbende, volgens het geval, overeenkomstig artikel 594, 8^o, van het Gerechtelijk Wetboek, verzet aantekenen tegen de betaling aan de persoon bedoeld in § 1 of in § 2. De moeder bekomt hetzelfde recht voor het geval bedoeld in § 2. »

Art. 10. Artikel 70bis, tweede lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 207 van 13 september 1983 en de wet van 22 december 1989, wordt vervangen door de volgende leden :

« Indien kinderbijslag verschuldigd is aan een bijslagtrekkende in de zin van artikel 69 voor verschillende kinderen, waarvan sommigen geplaast zijn overeenkomstig artikel 70 en anderen niet, worden de uitkeringen bedoeld in de artikelen 40 en de bijslagen bedoeld in de artikelen 42bis en 50ter verdeeld onder deze bijslagtrekkende en de instelling of overheid bedoeld in artikel 70, naar verhouding tot het aantal kinderen opgevoed door ieder van hen.

De bijslagen bedoeld in de artikelen 44, 44bis en 47 worden toegekend aan de bijslagtrekkende in de zin van de artikelen 69 en 70 die het kind opvoedt voor wie de bijslagen worden verleend.

Wanneer het derde van de kinderbijslag verschuldigd aan het kind, geplaast in de zin van artikel 70, gestort moet worden op een spaarrekening op zijn naam, gebeurt de bepaling van het bedrag verschuldigd aan dit kind, op basis van de regelen vastgelegd in dit artikel zoals het van toepassing was vóór de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 21 april 1997 betreffende de gezinsbijslag ter uitvoering van artikel 21 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. »

Art. 11. In artikel 75, enig lid, 1^o, van dezelfde wetten, opnieuw opgenomen bij het koninklijk besluit nr. 7 van 18 april 1967 en gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1985, 29 december 1990 en 30 december 1992, worden de woorden "artikelen 40, 42bis, 44, 47, 50bis" vervangen door de woorden "artikelen 40, 42bis, 44, 44bis, 47, 50bis".

Art. 12. In artikel 4 van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van de gewaarborgde gezinsbijslag wordt vóór het eerste lid het volgend lid ingevoegd :

« Artikel 42 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders is van overeenkomstige toepassing. »

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du deuxième trimestre qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 4, 6 et 11, qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1997.

Art. 14. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 avril 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van het tweede trimester volgend op dat gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 4, 6 en 11, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1997.

Art. 14. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 april 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 863

[C - 97/22329]

Arrêté royal concernant la réorganisation des soins de santé en application de l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne et des articles 12, 2^o et 13, 1^o, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

RAPPORT AU ROI

Sire,

Les mesures structurelles proposées dans cet arrêté, sont prises en application de l'article 3, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 portant sur la réalisation des conditions budgétaires pour la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne et en application des articles 12, 2^o et 13, 1^o, de la loi portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

CHAPITRE Ier. — Planification d'activités médicales spécifiques

Dans le souci de renforcer la contribution scientifique concernant les éléments du processus décisionnel dans le cadre de l'assurance soins de santé, et qui interfèrent avec les aspects spécifiques relevant du domaine de la santé publique, le Gouvernement est d'avis de créer au sein de l'I.N.A.M.I. des conseils scientifiques qui pourraient jouer un rôle de médiation en la matière.

Cela a déjà été fait par le biais de l'arrêté royal du 6 décembre 1994 portant création d'un Comité d'évaluation de la pratique médicale en matière de médicaments. Le Gouvernement souhaite qu'une telle préparation scientifique de la politique à mener puisse s'accomplir également dans d'autres domaines. On pense ici entre autres à des aspects tels que la planification de l'activité médicale, l'introduction d'une technologie médicale avancée, etc.

L'objectif est que ces conseils scientifiques émettent des avis et des recommandations. Concernant la planification de l'activité médicale, ces avis et recommandations peuvent porter notamment sur la fixation des besoins en matière de développement des soins spécialisés particuliers et l'infrastructure ainsi que sur les conventions que le Comité de l'assurance soins de santé pourra conclure en ce qui concerne des techniques novatrices et nouvelles déjà existantes ou encore à introduire et concernant des prestations complexes, multidisciplinaires et onéreuses bien déterminées, comme prévu à l'article 3 du présent arrêté. A cet égard, il n'y aura pas d'interférence avec, par exemple, les compétences des Communautés en matière d'agrément des établissements et services.

Une telle approche doit aussi permettre d'aborder plus globalement certaines questions sur le plan de la santé publique et des soins de santé. Récemment il a été constaté, par exemple en matière de soins aux patients diabétiques, que le morcellement des structures peut être un obstacle à une vision globale. Un conseil scientifique peut remédier à ce problème et jouer un rôle de coordination.

C'est pourquoi, il a aussi été prévu que, outre le droit d'initiative propre, des avis et des recommandations peuvent être formulés à la demande, soit des organes de gestion de l'I.N.A.M.I., soit des Ministres des Affaires sociales et de la Santé publique, soit des Ministres communautaires compétents.

N. 97 — 863

[C - 97/22329]

Koninklijk besluit tot reorganisatie van de gezondheidszorgen met toepassing van artikel 3, § 1, 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie en de artikelen 12, 2^o en 13, 1^o, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De in onderhavig besluit voorgestelde structurele maatregelen worden genomen met toepassing van artikel 3 § 1, 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie en met toepassing van de artikelen 12, 2^o en 13, 1^o, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

HOOFDSTUK I. — Planning bijzondere medische activiteiten

Vanuit de bekommernis een grotere wetenschappelijke inbreng tot stand te brengen bij die elementen van bestuivorming in het kader van de verzekering geneeskundige verzorging die interfereren met de specifieke aspecten die behoren tot het domein van de volksgezondheid, is de Regering van oordeel dat het wenselijk is in de schoot van het R.I.Z.I.V. wetenschappelijke raden in te richten die terzake een brugfunctie kunnen verrichten.

Zulks is reeds gebeurd bij Koninklijk Besluit van 6 december 1994 houdende oprichting van een Comité voor de evaluatie van de medische praktijk inzake geneesmiddelen. De Regering wenst dat ook op andere gebieden dergelijke wetenschappelijke beleidsvoorbereiding zou gebeuren. Hierbij wordt o.m. gedacht aan aspecten als een planning van medische activiteit, de invoering van geavanceerde medische technologie, enz.

De bedoeling bestaat erin dat deze wetenschappelijke raden adviezen en aanbevelingen zouden uitbrengen. Inzake planning van de medische activiteit zullen deze adviezen en aanbevelingen o.m. betrekking kunnen hebben op de vaststelling van behoeften inzake de ontwikkeling van bijzondere specialistische zorgen en infrastructuur en tevens op de overeenkomsten die het Comité van de Verzekering voor geneeskundige verzorging zal kunnen sluiten met betrekking tot bestaande of nog in te voeren innoverende en nieuwe technieken en met betrekking tot welbepaalde complexe multidisciplinaire en dure verstrekkings, zoals voorzien in artikel 3 van onderhavig besluit. Hierbij wordt geenszins geïnterfereerd met bijv. de bevoegdheden van de Gemeenschappen inzake de erkenning van instellingen en diensten.

Dergelijke aanpak moet ook toelaten een meer globale benadering van bepaalde vraagstukken op het vlak van volksgezondheid en geneeskundige verzorging tot stand te brengen. Recent werd vastgesteld, bijv. inzake de zorg voor diabetespatiënten dat de versnippering van structuren een globale visie in de weg kan staan. Hiertoe kan de instelling van een Wetenschappelijke raad bijdragen en een overkoepelende rol spelen.

Daarom werd ook voorzien dat, naast het eigen initiatiefrecht, adviezen en aanbevelingen kunnen worden uitgebracht hetzij op vraag van de beheersorganen R.I.Z.I.V., hetzij van de ministers van Sociale Zaken en Volksgezondheid, hetzij van de bevoegde gemeenschapsministers.